

COMMUNE DE  
SAINT-MARS-DU-DESERT

## DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Demande déposée le 25/05/2022

Dossier complet le 25/05/2022

Par : Madame DELAUNAY Martine

Demeurant à : 22 rue Pinsoison  
44850 SAINT-MARS-DU-DESERT

Pour : le détachement de 2 lots à bâtir

Sur un terrain sis à : impasse des Ecureuils  
44850 SAINT-MARS-DU-DESERT

Référence dossier

N° DP 44179 22 E0086

N°2022-0449

**CERTIFICAT DE DÉCISION DE NON-OPPOSITION  
A UNE DÉCLARATION PRÉALABLE TACITE  
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Le Maire de la commune de SAINT-MARS-DU-DESERT certifie qu'il ne s'est pas opposé à la déclaration préalable de Madame DELAUNAY Martine enregistrée sous le numéro N°DP 44179 22 E0086 pour le projet ci-dessus référencé. Cette non-opposition vaut depuis le 25/06/2022.

Ce certificat est délivré en application de l'article R424-13 du code de l'urbanisme.

Fait à SAINT-MARS-DU-DESERT,  
Le 08 juillet 2022

Le Maire

M. Frédéric BOISLÈVE

Adjoint à l'Urbanisme et  
au Cadre de Vie



*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

Cadre réservé à l'administration
Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt : 03/06/2022
Date d'envoi au Préfet : 15 / 07 / 2022
Date de première présentation au demandeur : 15 / 07 / 2022

**Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

La décision de non-opposition peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- La décision de non-opposition à une déclaration préalable tacite ou explicite, ne peut être retirée que s'il elle est illégale et dans le délai de trois mois suivant la date de cette décision. Passé ce délai, la décision de non-opposition ne peut être retirée que sur demande expresse du bénéficiaire.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.